

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 10 mars au 17 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Comores** : Reprise des liaisons maritimes avec Madagascar
- ❖ **Kenya**: Mission d'entreprises du MEDEF International
- ❖ **Rwanda**: Soraya Hakuziyaremye, 1^{ère} femme Gouverneure de la Banque centrale

LE CHIFFRE A RETENIR

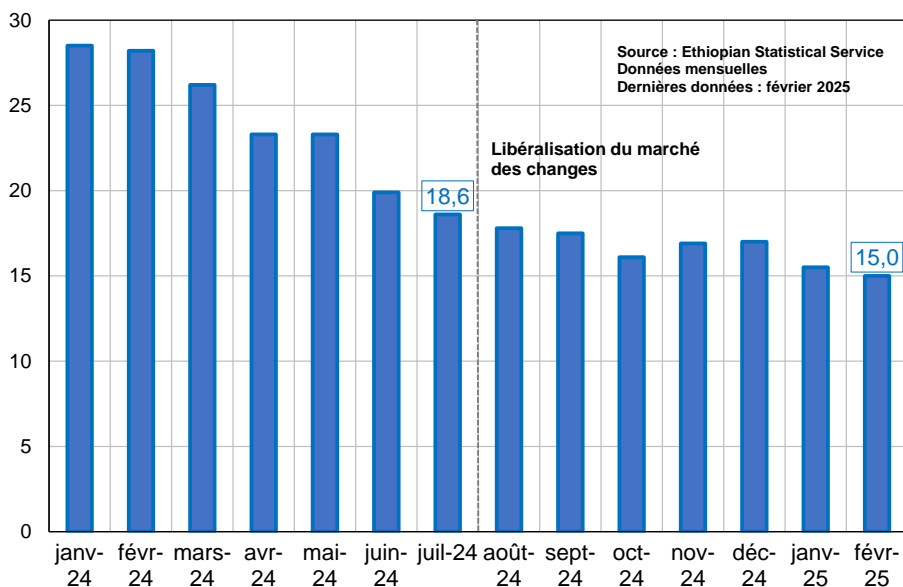
-30 %

Soudan du Sud : Baisse du PIB en 2024/25

Le graphique de la semaine

Éthiopie : inflation

- en %, en g.a -



L'inflation en Éthiopie, en forte baisse depuis mi-2022, était attendue en hausse après la libéralisation du taux de change fin juillet 2024. Selon les données de l'institut national des statistiques, l'inflation s'inscrit plutôt sur une trajectoire baissière : en février 2025, elle s'élève à +15,0 % (après +18,6 % en juillet 2024) en raison de la baisse des prix alimentaires et aux mesures de la Banque centrale (plafonnement du crédit à 14 % et réduction du financement monétaire des déficits). Jusqu'à présent, la dépréciation du birr a un impact limité, notamment en raison de la faible part des importations au taux officiel dans la consommation privée et de l'ajustement progressif des prix administrés (carburant, engrais, électricité).

COMORES / MADAGASCAR

Reprise des liaisons maritimes

Le conseil des ministres malgache du 6 mars a autorisé la reprise du trafic maritime entre Madagascar et les Comores, incluant à la fois le transport de passagers et le commerce de marchandises. Cette décision marque la levée complète des restrictions frontalières instaurées le 16 octobre 2024 en raison de l'épidémie de choléra aux Comores. À noter que si la fermeture maritime concernait initialement l'ensemble des échanges, le commerce de marchandises avait déjà été rétabli en décembre dernier. La reprise totale du trafic fait suite à une amélioration de la situation sanitaire aux Comores et à la volonté des autorités malgaches de renforcer les relations régionales en amont du sommet de la Commission de l'océan Indien, prévu le 24 avril à Antananarivo.

ÉTHIOPIE

L'Ethiopian Maritime Authority délivre deux nouvelles licences multimodales

Dans le cadre de la réforme et de l'ouverture du secteur logistique éthiopien, l'Ethiopian Maritime Authority a accordé deux nouvelles licences multimodales aux opérateurs locaux : Ethiopian Railway Corporation (ERC) et Ethio-Djibouti Railway (EDR). ERC, entreprise publique, possède le matériel roulant sur la ligne ferroviaire Djibouti-Éthiopie, tandis qu'EDR est une coentreprise entre les deux pays exploitant la ligne. Le monopole historique de l'entreprise publique Ethiopian Shipping Line (ESL) a été mis en concurrence en 2024 avec l'attribution de licences multimodales à trois opérateurs locaux. De nombreuses contraintes empêchent les opérateurs d'utiliser leurs licences. Faute de maintenance, de matériels roulants suffisants et de connectivité multimodale, le secteur logistique reste peu performant et les services très coûteux. L'ouverture du secteur est un pilier essentiel de la stratégie gouvernementale pour améliorer la chaîne logistique.

Renforcement de la digitalisation des services publics aux entreprises avec une nouvelle plateforme intégrée

Dans le cadre de la stratégie *Digital Ethiopia 2025*, le gouvernement a lancé une nouvelle version du *National Business Portal* qui vise à améliorer l'environnement des affaires grâce à la digitalisation des services publics. Dévoilée par le Ministère de l'Innovation et de la Technologie, elle intègre désormais dix services administratifs permettant aux

investisseurs d'effectuer des démarches en ligne, notamment l'obtention de permis de construire, l'enregistrement de licences commerciales, le paiement des impôts. Désormais, le portail intègre des solutions de paiement via Telebirr et CBE Birr (services de mobile money), ainsi que des outils de suivi des dossiers. La couverture des services s'étend au-delà d'Addis-Abeba, aux villes d'Adama, Dire Dawa et Bahir Dar. Dans le dernier rapport de la Banque Mondiale sur le climat des affaires, l'Éthiopie se classait 159e sur 190, un positionnement que les autorités cherchent à améliorer grâce à cette initiative.

KENYA

Mission du MEDEF International à Nairobi

Une délégation de 28 entreprises conduite par le MEDEF International a effectué une mission de trois jours au Kenya pour renforcer les relations économiques bilatérales, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures durables, des transports, du numérique et de la sécurité, en amont du Sommet Afrique-France qui se tiendra à Nairobi en 2026. La délégation a rencontré des ministres clés et des acteurs majeurs du secteur privé kenyan, tels que les ministres de l'Intérieur, des TIC, de l'Énergie, ainsi que des entités publiques telles que *KenInvest*, la *Kenyan Airport Authority*, les bailleurs de fonds (Agence Française de Développement, Banque Mondiale, Union Européenne, UN Habitat) et le KEPSA (homologue kenyan du MEDEF). Un forum BtoB et BtoG a par ailleurs été organisé avec Equity Bank et a permis des échanges avec plus de 75 partenaires publics et privés kenyans. Un protocole d'accord a été signé entre l'ENCAF, initiative du MEDEF pour améliorer la formation technique à l'échelle internationale, et KEPSA pour renforcer la formation technique et professionnelle au Kenya.

Rebond des transactions mobiles en 2024

Les transactions d'argent mobile au Kenya ont progressé de +9,4 % en 2024 (après +0,6 % en 2023), atteignant 67 M USD selon la Banque centrale. Cela fait suite à un net ralentissement en 2023 (+0,6 %) causé par la hausse de 25 % des taxes sur les transactions. Cette reprise a été soutenue par la levée d'une contrainte réglementaire sur Airtel Money en février 2024, qui obligeait auparavant les utilisateurs à retirer leurs fonds sous peine de les perdre. En facilitant les transferts entre plateformes (notamment avec M-Pesa), cette mesure a renforcé l'usage des services d'argent mobile. L'essor du secteur a également été soutenu par l'élargissement des services et l'amélioration de la couverture réseau.

La CBK prévoit une hausse progressive des frais de licence bancaire dès juillet 2025

La Banque centrale du Kenya (CBK) a publié un projet de réforme des frais de licence bancaires, prévu pour le prochain exercice budgétaire débutant en juillet 2025. Restés inchangés depuis 1990, ces frais seraient désormais calculés, comme au Rwanda et en Ouganda, sur la base des revenus bruts annuels des banques plutôt qu'un tarif forfaitaire selon le nombre d'agences. La mise en œuvre serait progressive : 0,6 % en 2025, 0,8 % en 2026 et 1 % en 2027, avec des recettes attendues de 7,5 Md KES en 2027. La CBK justifie cette hausse par l'évolution du secteur bancaire et l'extension de ses missions de supervision. Toutefois, les banques, via l'Association des banques du Kenya, s'inquiètent de l'impact sur leur rentabilité (pertes du secteur estimées à -1,8 % en 2025, -2,4 % en 2026 et -3,1 % en 2027) et sur le coût du crédit. Une consultation publique est ouverte jusqu'au 31 mars 2025.

MADAGASCAR

La France, premier client en 2023

Selon le FMI, la France est le 1^{er} client de Madagascar en 2023 (15,7 % des exportations du pays), devant les États-Unis (13,5 % ; en particulier produits textiles, vanille) et le Japon (8,8 % ; nickel et cobalt). La France est son 4^{ème} fournisseur (6,3 %), derrière par la Chine (20,4 % ; équipements mécaniques et électriques), Oman (13,8 % ; hydrocarbures) et l'Inde (9,5 % ; riz). Selon les douanes françaises, le volume des échanges bilatéraux entre la France et Madagascar a diminué de -3 % en 2024 à 984 MEUR. Le déficit structurel français vis-à-vis de Madagascar continue de se résorber (171 MEUR contre 182 MEUR en 2023). Les exportations françaises ont diminué de -2,4 % à 407 MEUR en 2024, réparties entre les produits mécaniques, textiles, et agro-alimentaires. Les importations françaises (578 MEUR) sont en légère baisse de -3,5 % (baisse des achats de produits agroalimentaires) et dominées par les produits textiles et agroalimentaires.

MAURICE

Ralentissement des prix à la production agricole en 2024

Selon *Statistics Mauritius*, l'indice des prix à la production agricole (PPI-A) à Maurice, qui mesure l'évolution des prix que les producteurs reçoivent de la vente de leurs produits agricoles est en hausse de +9,9 % en 2024 (après +14,6 % en 2023). Cette hausse reflète des dynamiques contrastées entre les produits végétaux (+11,7 %) et « les animaux et

produits d'origine animale » (+6,4 %). Au niveau des sous-catégories des produits végétaux, les hausses les plus marquées concernent les légumes frais (+28,9 %), les épices et stimulants (+23,8 %), les racines et tubercules comestibles (+17,9 %), les graines et fruits oléagineux (+16,1 %), ainsi que les fruits et noix (+16 %). La hausse est cependant plus modérée pour la canne à sucre (+5,1 %) et pour les fleurs et les plantes ornementales (+1,9 %).

OUGANDA

Signature d'un accord de 85 MEUR avec l'AFD pour l'eau et les infrastructures urbaines

Le gouvernement ougandais a signé deux accords de financement avec l'Agence française de développement pour 85 MEUR, destinés à améliorer l'accès à l'eau potable et moderniser les infrastructures de Kampala. Sur cette enveloppe, 45 MEUR seront alloués au projet *Kampala Water-Lake Victoria III* pour étendre le réseau de distribution et desservir un million d'habitants supplémentaires. Les 40 MEUR restants financeront le *Greater Kampala Metropolitan Area Urban Development Program*, visant à améliorer les infrastructures urbaines et services essentiels, notamment pour garantir l'approvisionnement en eau dans les zones en expansion.

RWANDA

Soraya Hakuziyaremye, première femme gouverneure de la Banque centrale

Soraya Hakuziyaremye a été nommée gouverneure de la Banque nationale du Rwanda (BNR) le 25 février 2025, devenant ainsi la première femme à occuper cette fonction. Elle succède à John Rwangombwa, arrivé au terme de son mandat, et sera secondée par Dr. Justin Nsengiyumva, nommé vice-gouverneur. Ancienne vice-gouverneure de la BNR depuis 2021, elle a également été ministre du Commerce et de l'Industrie (2018-2021). Sa nomination intervient dans un secteur financier en transformation, marqué par l'essor du numérique et du *mobile banking*.

Baisse de l'inflation en février

D'après les données de l'Institut national de statistiques du Rwanda, l'inflation a diminué en février 2025 (+3,8 %, après +5,7 % en janvier). Cette baisse s'explique par le ralentissement des prix des carburants (+1,7 % en février après +4,2 % en janvier) et denrées alimentaires (+1,5 %, après +4,1 %), notamment des légumes (-4,9 %, après +0,8 %) et des produits laitiers malgré un niveau encore élevé (+8,4 %, après +11,0 %). En revanche, le prix de certains produits

est en hausse, comme la viande (+33,7 % après +31,7 %). Du côté des services, les prix des transports ralentit légèrement (+18,5 %, après 19,3 %), tandis que ceux des restaurants et hôtels accélèrent (+8,7 %, après +7 %).

SEYCHELLES

Maintien de la note BB- avec perspective positive

Le maintien de la note BB- par l'agence Fitch, le 7 mars 2025, traduit la stabilité de la politique macroéconomique du pays, des niveaux de revenu relativement élevés, et des indicateurs de gouvernance robustes selon la Banque mondiale (4^{ème} meilleure note parmi les pays classés « BB »). Toutefois, Fitch observe, d'une part, une dépendance du pays envers le secteur touristique, qui peut accroître sa vulnérabilité face aux chocs externes, et réduire l'efficacité de sa politique monétaire et, d'autre part, des risques de moyen et long termes relatifs au changement climatique. La croissance des Seychelles devrait atteindre +4 % en 2025, avant de diminuer en 2026 (+3,5 %).

SOUDAN

Reprise des exportations de gomme arabique

Le Soudan a repris l'exportation de gomme arabique après plusieurs mois d'interruption, à la suite de la sécurisation par l'armée de la route reliant les principales zones de production au Kordofan. En octobre, la milice des RSF avait interdit l'exportation de 14 produits, dont la gomme arabique, perturbant l'approvisionnement mondial de cette ressource, alors que le Soudan en est le premier producteur avec 80 % de la production mondiale. En 2022, les exportations soudanaises de gomme arabique avaient atteint 107 000 tonnes, pour 139 MUSD. La France est destination de 40 % de ce volume. Deux entreprises françaises dominent le commerce international de gomme arabique transformée.

SOUDAN DU SUD

Chute de -30 % de la croissance en 2024/25

Dans la 7^e édition du [South Sudan Economic Monitor](#) (SSEM), publiée le 13 mars, la Banque mondiale

estime que la croissance a chuté de -30 % sur l'année fiscale 2024/25. Il s'agit de la cinquième année consécutive de baisse de suite. Selon le rapport, cette chute reflète la baisse de la production pétrolière, dont le manque à gagner est estimé à 7 MUSD par jour. S'y ajoutent la faiblesse de la gouvernance, la mauvaise gestion des revenus pétroliers et l'inefficacité des politiques budgétaires. Cette situation a aggravé l'accumulation des arriérés de salaire, la dégradation des services essentiels et l'augmentation du taux de pauvreté, qui touche désormais 92 % de la population. Face à cette crise, la Banque mondiale souligne l'urgence de prendre des mesures correctives, notamment le renforcement du cadre macroéconomique, l'amélioration de la gestion des recettes pétrolières et l'augmentation des recettes non pétrolières.

TANZANIE

La Banque centrale (BoT) souhaite renforcer l'accès à la finance numérique

Lors d'un congrès sur l'innovation et l'inclusion financière, le gouverneur de la BoT a annoncé l'objectif de garantir l'accès aux services de finance numérique à 85 % des tanzaniens d'ici 2028. Pour cela, la BoT développe une plateforme interbancaire de paiement (*Tanzania Instant Payments System TIPS*) qui intégrerait 44 banques commerciales. La BoT souhaite par ailleurs réduire les coûts des transactions numériques pour les utilisateurs, avec un projet de diminuer la TVA sur les transactions par mobile à l'étude. Entre 2019 et 2023, le nombre de comptes sur des applications de paiement mobile a augmenté de +35 % pour s'établir à 51,7 millions.

Deux nouveaux projets d'infrastructures

La Présidente de Tanzanie a annoncé la construction d'une salle de concert à Dar es Salaam d'une capacité de 15000 places, pour un coût de 172 MUSD. Le financement provient d'un prêt concessionnel coréen de 2,5 Md USD (accord cadre). Le Gouvernement a aussi signé un accord sur la construction d'un nouveau centre de conférence dans la région du Kilimandjaro à hauteur de 147 MUSD. Prévu pour 2027, ce serait le plus grand d'Afrique de l'Est avec un auditorium de 5000 places, un hôtel de 500 chambres et un centre commercial.